

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

Lille, le 01/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ALPHADEC**

3 Place de la gare  
60960 FEUQUIERES

Références : C:\Users\jonathan.gounet\Downloads\Alphadec\_arques\_RAPVI\_0007005524.odt  
Code AIOT : 0007005524

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement ALPHADEC implanté Zac extension ZI du Hoquet 62510 ARQUES. L'inspection a été annoncée le 01/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre pluriannuel des contrôle 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

Cette visite a pour objet de faire un point :

- sur le classement du site au titre des rubriques 41XX, l'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement du site étant antérieur à la transposition en droit français de la directive SEVESO 3.
- sur les suites données à la visite d'inspection du 18/05/2021 relative à la gestion des déchets issus de la station d'épuration des effluents fortement concentrés.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALPHADEC ex-SAVERGLASS
- Zac extension ZI du Hoquet 62510 ARQUES
- Code AIOT : 0007005524
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ALPHADEC exploite sur le territoire de la commune d'Arques une unité de satinage et de décoration de bouteilles et flacons en verre extra-blanc pour l'industrie des spiritueux.  
L'établissement dispose :

- d'une ligne de satinage/polissage des bouteilles ;
- d'une ligne pour la décoration ;
- d'un entrepôt de stockage associé.

Il est autorisé par arrêté d'autorisation du 29 juillet 2013.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Classement SEVESO
- Gestion des déchets dangereux du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Lors de la visite, l'inspection s'est rendu compte de certains décalages entre le dossier d'autorisation initial et le fonctionnement réel du site.

En particulier :

- la cuve R1/R1' est vide en situation réelle alors que le dossier prévoit qu'elle soit remplie ;
- la fosse de décantation est vide en situation réelle et sert uniquement en cas d'incident, ce qui diffère de ce que prévoit le dossier ;
- les volumes et la composition des différentes cuves de la ligne de satinage ne sont pas identiques entre le dossier d'autorisation et les éléments transmis pour définir le classement au titre des rubriques 41XX ;
- le descriptif du fonctionnement de la ligne de polissage du dossier d'autorisation est donc en décalage avec la situation réelle.

**Observation :** Ces modifications ne sont pas des modifications substantielles et sont limitées. Toutefois, afin que l'exploitant et l'administration disposent d'un référentiel commun encadrant le fonctionnement du site, il est demandé à l'exploitant de porter à connaissance de Monsieur le Préfet les modifications de l'installation par rapport au dossier d'autorisation initial sous 1 mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative rubrique 41XX	Code de l'environnement du 03/03/2014, article R. 511-11	/	Sans objet
2	Élimination des déchets dangereux du site	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 66	/	Sans objet
3	Élimination des déchets "eaux fortement azotées"	AP de Mise en Demeure du 19/02/2021, article 1er	/	Sans objet
4	Élimination des boues issues des filtres de débâtissage	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 66	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est classé Seveso Seuil Bas. L'évolution de la nomenclature nécessite de mettre à jour la situation administrative du site. Cette mise à jour fera l'objet d'un rapport spécifique.

Concernant la gestion des déchets dangereux issus de la station de traitement des effluents concentrés, ceux-ci sont envoyés dans des installations régulièrement autorisées pour le faire. L'exploitant est donc revenu à la conformité. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/02/2021 peut être abrogé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative rubrique 41XX

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/03/2014, article R. 511-11
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative 4110
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la règle de cumul seuil bas ou à la règle de cumul seuil haut lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :  a) Dangers pour la santé : la somme Sa est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :  $Sa = \text{Somme } (Qx / Qx,a)$
<b>Constats :</b> Conforme (confidentiel)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Élimination des déchets dangereux du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Élimination des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 18/05/2021, l'inspection avait constaté : <i>"L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la non-dangérosité des boues issues du débâtissage des filtres presses et du liquide fortement azoté. En conséquence, l'exploitant n'est pas en mesure de caractériser ces deux déchets."</i>  En conséquence, l'inspection proposait à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de caractériser la dangerosité de ces deux déchets.  Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis : - le rapport daté du 03/09/2021 des résultats d'analyses du déchet liquide fortement azoté, - le rapport daté du 26/10/2021 des résultats d'analyses des boues issues du débâtissage des filtres presses.  Ces rapports concluent que les deux déchets susmentionnés sont concernés par la propriété de danger HP14. Les deux déchets sont donc dangereux.  L'exploitant ayant caractérisé la dangerosité des deux déchets susmentionnés, il est revenu à la conformité sur ce point. Le projet de mise en demeure annexé au rapport relatif à la visite du 18/05/2021 n'est plus justifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Elimination des déchets "eaux fortement azotées"**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/02/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination des déchets "eaux fortement azotées"
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société ALPHADEC dont le siège social est situé Place de la Gare à Feuquières (60960), pour son établissement situé Zone Industrielle du Hocquet - Avenue du Général de Gaulle à Arques (62510), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2013 susvisé, à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en faisant éliminer les déchets liquides issus de la station de traitement des effluents interne dans une installation régulièrement autorisée dans le délai d'un mois.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Les eaux fortement azotées sont un déchet dangereux (code déchet : 16 10 01*).</p> <p>En séance, l'inspection a demandé à l'exploitant les installations où sont envoyés les eaux fortement azotées.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les eaux fortement azotées sont envoyés à l'incinération dans les deux installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- TRIADIS Services, site autorisé à réceptionner des déchets 16 10 01* sur son incinérateur par arrêté préfectoral du 17/01/2022 ;</li> <li>- ORTEC Services, site autorisé à réceptionner des déchets 16 10 01* sur son incinérateur par arrêté préfectoral du 09/12/2021.</li> </ul> <p>Par sondage, l'inspection a demandé la transmission des BSD sur la période de septembre 2022 relatif à ce déchet.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 21/10/2022 les données issues de Trackdéchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- BSD-20220901-F22JWMGVY du 01/09/2022 où le destinataire de déchet est SA EPR - ECOLOGIC PETROLEUM RE</li> <li>- BSD-20220906-EC3STV3YD (2022/66) du 06/09/2022 où le destinataire de déchet est ORTEC Services</li> <li>- BSD-20220908-QBQB8BT4B du 08/09/2022 où le destinataire de déchet est ORTEC Services</li> <li>- BSD-20220913-7SS9VXH4Y du 13/09/2022 où le destinataire est TRIADIS Services</li> <li>- BSD-20220915-S9XDJGB31 du 15/09/2022 où le destinataire est ORTEC Services</li> <li>- BSD-20220920-CXZPXCVMV7 du 20/09/2022 où le destinataire est TRIADIS Services</li> <li>- BSD-20220927-X5ZBCDF2J du 27/09/2022 où le destinataire est TRIADIS Services</li> <li>- BSD-20220929-P3XY470BS du 29/09/2022 où le destinataire est ORTEC Services</li> </ul> <p>Suite à la transmission de ces éléments, l'exploitant a transmis l'arrêté du 31/10/2017 relatif à ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY. Cet arrêté autorise le site au titre des rubriques 2770-1 et 2770-2.</p> <p>Les eaux fortement azotées sont éliminées dans des installations régulièrement autorisées pour le faire. L'exploitant est donc revenu à la conformité. La mise en demeure du 19/02/2021 peut être abrogée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Élimination des boues issues des filtres de débâtissage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Élimination des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.
<b>Constats :</b> Les boues sont un déchet dangereux (code déchets : 06 05 02*).  En séance, l'inspection a demandé à l'exploitant où étaient envoyées les boues issues des filtres de débâtissage.  L'exploitant a indiqué que les boues issues des filtres de débâtissage sont envoyées à l'enfouissement dans l'installation suivante : -SOLICENDRE, site autorisé à stocker des déchets dangereux au titre de la rubrique 2760-1 par arrêté préfectoral du 19/08/2015.  Par sondage, l'inspection a demandé la transmission des BSD sur le mois de septembre 2022 relatif à ce déchet.  L'exploitant a transmis par courriel du 21/10/2022 les données issues de Trackdéchets : - BSD-20220901-PEZHHD PY7 du 01/09/2022 où le destinataire est SECHE ECO INDUSTRIE - BSD-20220907-FAMJS9NCX du 07/09/2022 où le destinataire est SOLICENDRE - BSD-20220912-V57726S78 du 12/09/2022 où le destinataire est SECHE ECO INDUSTRIE - BSD-20220916-RR1JHEYAZ du 16/09/2022 où le destinataire est SOLICENDRE - BSD-20220921-P5D53F5YX du 21/09/2022 où le destinataire est SECHE ECO INDUSTRIE - BSD-20220926-CH17H7ZXD du 26/09/2022 où le destinataire est SOLICENDRE - BSD-20220930-K73WVPMJ2 du 30/09/2022 où le destinataire est SECHE ECO INDUSTRIE  Suite à la transmission de ces éléments, l'exploitant a transmis l'arrêté préfectoral du 30/03/2017 relatif à SECHE ECO INDUSTRIE, site autorisé au titre de la rubrique 2760-1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Annexe confidentielle

## Non communicable au public

## Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Situation administrative rubrique 41XX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2014, article R. 511-11

Information confidentielle :

L'arrêté préfectoral encadrant les activités du site date du 29/07/2013, il est donc antérieur à l'entrée en vigueur des dispositions relatives à la transposition de la directive SEVESO 3 en droit français et à la création des rubriques 4XXX.

La présente inspection a notamment pour objectif de clarifier le classement de l'établissement vis-à-vis des rubriques 41XX et de s'assurer du classement Seveso Seuil bas de l'établissement.

En amont de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre la composition et la masse des mélanges susceptibles d'être contenu dans la cuve de décapage, la cuve de rinçage de décapage, la cuve de dépolissage, la fosse de décantation, les cuves de rinçage R1/R1', R2/R2', R3/R3', R4/R4', R5/R5', R6/R6', la fosse tampon de stockage des effluents concentrés et la fosse tampon de stockage des effluents faiblement concentrés.

L'exploitant a fourni les éléments demandés par courriel en amont de la visite. Dans les éléments transmis, l'inspection a constaté que, pour l'acide fluorhydrique, l'exploitant n'a pas pris le DL50 forfaitaire adéquate conformément au "Guide technique - Aide à la classification des mélanges en vue de la détermination du statut SEVESO et régime ICPE d'un établissement". En effet, l'acide fluorhydrique relève de la catégorie de danger "Toxicité aiguë 1 par voie orale". L'exploitant a retenu la DL50 égale à 0,5 alors qu'il aurait dû retenir 5.

Par ailleurs, la fiche de données pour la CL50 pour la voie d'exposition par inhalation donne 850-1070 ppm. L'exploitant a retenu la valeur 1070 alors qu'il aurait dû retenir 850 ppm.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis le 21/10/2022 les calculs mis à jour en tenant compte des 2 observations ci-dessus.

Sur la base des compositions de bain transmises par l'exploitant le 21/10/2022, l'inspection conclut que l'établissement doit être classé :

4110 :

- Stockage d'acide fluorhydrique : 5,6 tonnes

- Cuve de dépolissage : 5,3 tonnes

4120 :

- Cuve de décapage : 3,3 tonnes
- Cuve R2/R2' : 1,62 tonne
- Fosse des effluents concentrés : 45,4 tonnes

4140

- Stockage de bifluorure d'ammonium (solide) : 32,4 tonnes
- Cuve R3/R3' : 1,6 tonnes

Sur la base de la composition des bains transmise par l'exploitant le 21/10/2022, les autres cuves citées plus haut ne sont pas classées au titre des rubriques 41XX.

En application de la règle de cumul pour les dangers au titre de la santé, la valeur Sa du site est de 0,97 pour la règle de cumul seuil haut. Le site reste classé Seveso Seuil bas.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de :

- 1 container d'acide fluorhydrique plein (1200 kg) et 2 containers vides sur les rétentions en extérieur ;
- 2 containers d'acide fluorhydrique connectés au réseau du site (masse respective de 768 et 1193 kg au moment de la visite).

Au vu de ces éléments, la quantité d'acide fluorhydrique présente sur site le 06/10/2022 était inférieure à 5,6 tonnes :

- 16 palettes de 900 kg (sacs de 25kg) contenant du bifluorure d'ammonium. La quantité stockée le 06/10/2022 était donc inférieure à 32,4 tonnes.

Par ailleurs, l'inspection a demandé à l'exploitant de caractériser la dangerosité des déchets "Eaux fortement azotées" et "boues issues du filtre de débâtissage" au titre des propriétés de danger HP5 et HP6. La caractérisation faite pour ces deux déchets conclut qu'ils ne sont ni HP5 ni HP6. Ils ne sont donc pas à prendre en compte pour le calcul SEVESO au titre de la dangerosité pour la santé humaine.

Toutefois, ces deux déchets étant catégorisés HP14, ils doivent être pris en compte pour le calcul SEVESO au titre des dangers pour l'environnement de la manière suivante :

4510 :

Déchets liquides azotés : 38,85 tonnes

Boues issues de la STEP : 27 tonnes

**Observation :** Par courriel du 21/10/2022, l'exploitant a envoyé l'état des stocks. Cet inventaire fait état d'un stock de 5x1200 kg d'acide fluorhydrique + en cours. L'inspection rappelle que la quantité maximale est de 5,6 tonnes.